

Le Monde Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

L'indémêlable rentrée de Pôle emploi



■ Le service public, en pleine rénovation, doit faire face au défi de la hausse du chômage
■ Les hoquets de la fusion ANPE-Assedic persistent

Agence Pôle emploi de Purpan, à Toulouse.

CHRISTIAN BELLAVIA/FEDEPHOTO POUR « LE MONDE »

Quasiment un an après son baptême le 16 octobre 2008, Pôle emploi, né de la fusion ANPE-Assedic, amorce une rentrée délicate : selon le Bureau international du travail, le taux de chômage en France

Dossier

ce devrait atteindre 10% à la fin de l'année. Il était au deuxième trimestre « en hausse de 0,6 point par rapport aux données révisées du premier trimestre », selon l'Enquête

emploi publiée jeudi 3 septembre par l'Insee. « La dégradation du marché du travail n'est pas terminée », reconnaissait la ministre de l'économie, Christine Lagarde, le 28 août. Fin juillet, 2,535 millions de demandeurs d'emploi étaient inscrits à Pôle emploi, en hausse de 25,6% sur un an selon la Dares.

Le secrétaire d'Etat à l'emploi, Laurent Wauquiez, avait lancé le 21 juillet un « plan de bataille » pour affronter la hausse des inscriptions à Pôle emploi attendue à l'automne, avec l'arrivée sur le marché du

travail des jeunes diplômés, qui s'inscriront aux côtés des chômeurs en fin de mission d'intérim ou de CDD, aux victimes des plans sociaux mais aussi des titulaires du revenu de solidarité active (RSA), dirigés depuis juin vers le service public de l'emploi.

Le 28 août, M. Wauquiez avait réuni à Bercy tous les acteurs de la politique de l'emploi afin de s'assurer de leur mobilisation. Il faut, avait-il rappelé, « lister tous les grains de sable », c'est-à-dire les dysfonctionnements liés à la fusion.

« Débâcle », « grand bazar », « cafouillage », les qualificatifs n'ont en effet pas manqué, en interne et dans les médias, pour décrire l'ambiance kafkaïenne qui règne dans certains sites.

►►► Lire la suite page 4

Le 14 septembre, « Le Monde Economie » publiera un numéro spécial sur « La chute de Lehman Brothers », le premier d'une série intitulée « Leçons de crise », qui se poursuivra les 21 septembre, 12 octobre, 9 novembre et 7 décembre.

Martin Wolf p. 2
Crise : les risques de rechute ne sont pas écartés

Chronique p. 3
Le plan santé d'Obama, un cas d'école, par Paul Seabright



Stratégie p. 6
Axel Bernia, le patron de Smartbox, rachète son concurrent britannique Buyagift

Nicolas Baverez



Distorsions de concurrence

Depuis la fin des années 1970, en même temps que la politique monétaire se substituait aux politiques budgétaires dans le pilotage macroéconomique, la montée en puissance du droit de la concurrence accompagnait le retrait de l'Etat dans la régulation des marchés. La crise a radicalement changé la donne.

La récession a intensifié la compétition pour la conquête de ce qu'il reste d'activité et de commerce international, mais a aussi encouragé les stratégies de dumping. La chute de la croissance et des prix a provoqué un mouvement intense de concentration dans la banque, mais également dans l'automobile ou les services informatiques, installant des structures d'oligopoles dans nombre de secteurs et de marchés. L'intervention massive des pouvoirs publics a donné naissance à un nouveau capitalisme d'Etat qui enchevêtre les prises de participation, les subventions, les prêts et les garanties publics. Le retour en force au sein de chaque nation de la réglementation et de la fiscalité – pour remédier aux bulles spéculatives, traiter leurs séquelles en matière de création monétaire et de dettes publiques, et répondre aux défis de la crise écologique – crée de multiples distorsions de concurrence. Dans le même temps, les mesures d'urgence dictées par le sauvetage du secteur financier et les plans de relance mis en place pour endiguer la déflation ont entraîné la suspension de facto du contrôle de la concurrence.

Cette situation est dangereuse. Elle donne à des entreprises géantes un pouvoir de marché mondial, qui surpasse les compétences des régulateurs et les capacités financières de la plupart des Etats. Elle génère des rentes gigantesques, notamment au profit des banques, qui bénéficieront durablement de ressources bon marché tout en voyant leur bilan garanti par le contribuable et en disposant de l'assurance d'échapper à la faillite. Enfin, les distorsions de concurrence, en appelant des mesures de représailles, constituent le terreau idéal pour le protectionnisme. En Europe, elles menacent le grand marché, dont l'intégration régresse. A l'échelle de la mondialisation, elles peuvent à tout moment emporter le système des échanges et des paiements, entraînant, en lieu et place d'une sortie de crise, son extension en dépression.

A la veille de la réunion du G20, les 24 et 25 septembre, à Pittsburgh, il est essentiel de rappeler que la concurrence constitue le socle de la régulation du capitalisme, même si elle ne peut prétendre en exercer le monopole.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Regard sur Les secteurs qui recrutent Page 8
Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance
■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales
Multiposte ■ Collectivités territoriales
Pages 7 à 12

Consultez notre site : www.lemonde.fr

Quand je serai grand...



Distorsions de concurrence

►►► Suite de la première page

Elle demeure, y compris en période de crise, une condition nécessaire, sinon suffisante, du fonctionnement des marchés.

Dès lors que la crise n'est pas seulement financière, mais économique, les réformes ne doivent pas se cantonner à la sphère financière, mais porter sur l'ensemble des déséquilibres de la mondialisation, en termes de production, d'investissement, d'exportation. Il est donc indispensable de réaffirmer les principes et aux modalités de la concurrence dans le nouvel environnement créé par la crise et le traitement de choc opéré par les politiques économiques.

Les principes et les règles qui ont présidé au boom ne sont pas adaptés au krach. L'interdiction des aides d'Etat est absurde face à un risque systémique. Encourager la baisse des prix jouerait un rôle procyclique aggravant la spirale déflationniste. La sanction des fusions est irresponsable face à l'éroulement de l'activité.

Mais la situation de non-droit qui s'est instaurée est insoutenable et compromet la sortie de crise. Il n'est en effet pas de capitalisme stable sans ordre public de la concurrence. Voilà pourquoi la définition d'un régime cohérent de concurrence devrait figurer tant à l'agenda du G20 que de l'Union européenne et la régulation financière réintégrer la dimension-clé de la concurrence.

Le capitalisme mondialisé reste moins dans l'attente de sa moralisation que d'institutions et de normes légitimes et efficaces. Face à la vitesse de propagation vertigineuse et planétaire des risques – qu'il s'agisse de concurrence, de régulation des marchés, de protection de l'environnement ou de santé (voir le virus H1N1) –, les Etats n'ont plus le monopole de l'action; les nations et même les continents ne peuvent agir seuls; les initiatives ou les modèles n'ont de sens que s'ils peuvent être largement diffusés, approuvés, et mis en œuvre au sein du capitalisme universel. ■

Nicolas Baverez est économiste et historien.



Par Martin Wolf

L'économie mondiale est-elle en train de sortir de la crise? Le monde a-t-il tiré les enseignements? La réponse à ces deux questions est ambivalente. Nous avons fait quelques bonnes choses et appris quelques leçons. Mais nous n'avons ni fait assez ni appris suffisamment de choses. Le redressement sera long et douloureux, et sous la menace permanente d'une rechute.

Commençons toutefois par les bonnes nouvelles. La crise financière, dans sa définition étroite, est terminée: les marchés boursiers ont repris; la liquidité retrouve le chemin des marchés; les banques ont pu lever des fonds propres; et les écarts de taux d'intérêt extrêmes que les marchés financiers ont connus en 2008 se sont résorbés. Les mesures énergiques et sans précédent prises par les autorités pour sauver un système financier en péril ont produit l'effet souhaité.

De même, le pire de la crise économique sera bientôt derrière nous. Comme le remarque l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans la dernière édition de ses *Perspectives économiques*, « pour la première fois depuis juin 2007, les prévisions (...) ont été révisées à la hausse pour l'ensemble de la zone OCDE par rapport à notre dernier rapport ».

De la même façon, le Fonds monétaire international (FMI) note dans sa récente mise à jour de ses *Perspectives économiques mondiales* que « la croissance économique en 2009-2010 devrait être supérieure d'un demi-point de pourcen-

L'éclairage Les banques restent plombées par un montant inconnu d'actifs douteux; les ménages commencent à peine à se désendetter

Risques de rechute

tage aux prévisions indiquées par le FMI en avril dernier, pour atteindre 2,5% en 2010 ».

Un tel revirement des prévisions est l'indicateur d'un redressement imminent. Cela ressort clairement du consensus des prévisions mensuelles pour 2010. Des améliorations y sont constatées pour les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni, mais – et c'est un signe inquiétant –, pas pour la zone euro. Les prévisions pour la Chine indiquent que le pays résiste bien. La confiance dans la bonne santé de l'Inde augmente aussi.

Même si ces bonnes nouvelles sont bienvenues, nous devons toutefois les relativiser. Le pire de la crise financière est peut-être derrière nous, mais le système financier reste sous-capitalisé et plombé par un montant encore

rieures au potentiel. Les estimations des « écarts de production » (ou capacités excédentaires) atteignent des niveaux extrêmes.

Pour 2009, l'OCDE les estime à 4,9% du produit intérieur brut (PIB) potentiel aux Etats-Unis, à 5,4% au Royaume-Uni, à 5,5% dans la zone euro et à 6,1% au Japon. Et, comme les prévisions annoncent une croissance modeste, la capacité excédentaire sera plus grande à la fin de 2010 qu'à la fin de 2009. Les risques en termes d'inflation – ou plutôt de déflation – sont évidents. De même que la probabilité d'assister à de nouvelles hausses du chômage.

Parallèlement, le « point mort » d'inflation des bons du Trésor américains [c'est-à-dire le niveau d'inflation attendu par les souscripteurs], tant convention-

que ses revenus. Ce basculement massif dans la prudence – que les critiques ont longtemps appelée de leurs vœux, et qui est si peu appréciée aujourd'hui qu'elle se manifeste – explique largement le retour aux déficits budgétaires. Entre 2007 et 2009, le basculement de 10,3% du PIB intervenu dans la balance du secteur privé entre revenus et dépenses a été compensé par un creusement budgétaire de 7,3% du PIB et une amélioration de 3% du PIB du déficit des comptes courants. Ce qui n'a pourtant pas empêché une forte récession.

Il est probable que la prudence du secteur privé se maintiendra dans un monde post-bulle caractérisé par des montagnes de dettes. Au dernier trimestre 2008 et au premier trimestre 2009, les emprunts des ménages américains ont été légèrement négatifs. Mais à la fin du premier trimestre 2009, le ratio d'endettement brut des ménages par rapport au PIB n'était inférieur que de 2% du PIB à ce qu'il était à la fin de 2007. Le douloureux processus de désendettement a à peine commencé.

Si, comme il est probable, le secteur privé reste prudent, le secteur public continuera à se montrer prodigue. De surcroît, tant que durera cette période de retranchement, le risque ne sera pas celui de l'inflation, mais plutôt celui de la déflation. La leçon que nous enseignent le Japon est que la prodigalité budgétaire et la pression déflationniste peuvent se prolonger plus longtemps qu'on ne le croyait généralement. Mais plus elles durent, plus la sortie de crise pourrait s'avérer délicate et inflationniste.

Ceux qui espèrent un retour à la normale telle qu'on la connaissait en 2006 sont de doux rêveurs. Ce à quoi il faut vraisemblablement s'attendre, c'est à un redressement lent et difficile. Les déficits budgétaires resteront énormes durant des années.

Les alternatives – liquidation de l'excès de dette au travers d'une flambée inflationniste ou de faillites en chaîne – ne sont pas envisageables. Le maintien d'un taux de chômage élevé et d'une croissance faible pourrait même finir par mettre en danger la mondialisation elle-même.

Mais le monde a-t-il au moins tiré les leçons permettant de mieux gérer l'économie mondiale à l'avenir? Je ne le pense pas. Le secteur financier qui émerge de la crise est encore plus sujet à l'aléa moral que celui qui nous y a entraînés. Ses faiblesses fondamentales n'ont pas été colmatées.

Restent également en suspens les questions concernant le fonctionnement du système monétaire international fondé sur le dollar, les objectifs de la politique monétaire, la gestion des flux mondiaux de capitaux, la vulnérabilité des économies émergentes – que l'on a pu constater en Europe centrale et orientale – et, enfin, ce qui n'est pas le moindre problème, la fragilité financière qui s'est manifestée si souvent et si douloureusement au cours des trois dernières décennies. Nous ne pouvons ignorer ces questions. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Berton.)

Le monde a-t-il au moins tiré les leçons permettant de mieux gérer l'économie mondiale?

inconnu d'actifs douteux. Loin d'être véritablement « privé », il est au contraire étayé par la contribution explicite ou implicite massive des contribuables. La probabilité de dérapages à plus ou moins long terme est proche de 100%. Mais l'espoir actuel est que la voie qui mènerait à ces éventuelles rechutes passe d'abord... par un redressement.

Mais de la même façon, ce « redressement » économique attendu ne se fera pas aussitôt sentir. Les dernières prévisions de croissance dans les pays à hauts revenus pour 2010 sont bien infé-

nels qu'indexés sur l'inflation, a de nouveau chuté à presque 1,5%. La capacité excédentaire de production et les augmentations massives des déficits budgétaires s'expliquent par la disparition du consommateur dépensier, notamment aux Etats-Unis. C'est aussi ce que montre l'énorme rééquilibrage entre revenus et dépenses du secteur privé indiqué par les prévisions de l'OCDE.

En 2007, le secteur privé américain avait dépensé 2,4% du PIB de plus que ce qu'il avait gagné. En 2009, selon l'OCDE, il devrait dépenser 7,9% du PIB de moins

Les acteurs de l'économie Pierre Jacquet Mahbub ul Haq, l'âme du développement humain

La Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social, dont le président de la République a confié la présidence au Prix Nobel Joseph Stiglitz, va rendre ses conclusions le 14 septembre, après avoir engagé une « réflexion sur les moyens d'échapper à une approche trop quantitative, trop comptable de la mesure de nos performances collectives ».

Tout l'enjeu est de mettre au point des indicateurs plus adaptés que le produit intérieur brut (PIB) afin, par exemple, de prendre en compte les enjeux environnementaux et sociaux. Aujourd'hui, l'utilisation du PIB est universelle et son calcul fondé sur des appareils statistiques qui ont mis des décennies à se stabiliser. Promouvoir de nouveaux indicateurs se heurte donc d'emblée à une barrière dont le franchissement requiert des investissements importants en termes de communication et de collecte de données.

Pour autant, cette opération est possible, comme en témoigne le succès de l'indicateur de développement humain (IDH) lancé par le Programme des Nations unies

pour le développement (PNUD) en 1990 grâce au travail de Mahbub ul Haq (1934-1998).

Cet économiste pakistanais a consacré une partie importante de sa carrière, au sein de la Banque mondiale, aux programmes de réduction de la pauvreté. On lui doit le lancement du Rapport sur le développement humain, pour lequel il a élaboré, avec les concours d'économistes – dont le futur Prix Nobel Amartya Sen, également présent dans la commission Stiglitz – un indicateur ad hoc.

L'IDH est la moyenne de trois indices : niveau d'éducation, durée de vie et richesse. La composante éducative se fonde sur les taux d'alphabétisation des adultes et de scolarisation dans l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire. L'indice de durée de vie reflète l'espérance de vie à la naissance. L'indicateur de richesse est calculé selon le logarithme du revenu en parité de pouvoir d'achat (pour tenir compte de l'utilité décroissante de l'augmentation du revenu). Tous sont normés entre 0 et 1, ce qui est donc aussi le cas de l'IDH.

Sans surprise, l'IDH est corrélé au revenu par habitant : en règle

générale, il s'accroît avec ce dernier. Mais il apporte des informations complémentaires. Par exemple, pour des revenus par tête tous deux proches de 2400 dollars (1700 euros), le Vietnam a un IDH de 0,72 et le Pakistan de 0,56, ce qui suggère que le Vietnam accorde davantage d'importance à la distribution de la croissance et à l'accès aux services sociaux.

« Croissance pro-pauvre »

Grâce à ses travaux sur l'insuffisance du partage des fruits de la croissance et la corrélation trop ténue entre croissance et réduction de la pauvreté au Pakistan, Mahbub ul Haq a été l'un des précurseurs, notamment en tant que ministre des finances, du concept contemporain de « croissance pro-pauvre ». En effet, une croissance forte et des revenus moyens élevés ne signifient pas nécessairement un bien-être partagé, dans les pays riches comme dans les pays pauvres. Par exemple, le Botswana et le Gabon ont des indices de développement humain relativement faibles par rapport à leur revenu par habitant. L'IDH souffre de problèmes

importants de fiabilité dus à la disponibilité et la collecte des données. Mais il a aussi contribué à améliorer cette collecte et à affiner les réflexions sur la nature – et donc sur la réduction – de la pauvreté, et s'est installé comme un indicateur utile et largement utilisé.

Il est maintenant nécessaire de compléter le PIB et l'IDH par une batterie d'indicateurs prenant en compte l'environnement (biodiversité, rejet de gaz à effets de serre, utilisation de l'eau potable, etc.). Toute mesure synthétique restera certes insatisfaisante et réductrice, mais le rôle d'un indicateur est d'attirer l'attention des décideurs et du grand public, d'informer les débats de politique publique et de permettre des comparaisons internationales. Les enjeux considérés comme fondamentaux pour la planète ont évolué, il est important que la métrique suive. Le travail comptable, politique et philosophique engagé par Mahbub ul Haq fournit un exemple de ce qu'il est possible et, aujourd'hui, nécessaire de faire. ■

Pierre Jacquet de l'Agence française de développement.

Le Savoir et la finance
El Mouhoub Mouhoud et Dominique Plihon
La Découverte, 120 pages, 10 euros

Le livre Hold-up sur les cerveaux

Dominique Plihon, professeur d'économie à l'université Paris-Nord et président du conseil scientifique d'Attac, et El Mouhoub Mouhoud, professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine, ne contestent pas le fait que, depuis un quart de siècle, savoir et finance se sont développés en parallèle et nourris mutuellement. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), rappellent-ils, ont favorisé l'innovation financière. Réciproquement, la finance moderne a aussi promu l'innovation, notamment le développement d'Internet. Jusque-là, rien qui soit d'une nouveauté fracassante...

L'ouvrage (qui sort le 17 septembre) devient intéressant, en revanche, quand il critique un certain nombre d'idées reçues. La principale voudrait que les NTIC fassent entrer le monde dans une « société de la connaissance ». Rien n'est moins sûr, affirment les auteurs, pour qui la diffusion des idées et de l'information reste très inégalement répartie, géographiquement et socialement.

En réalité, une nouvelle division internationale du travail

« hybride », à la fois « taylorienne et cognitive », se met en place sous nos yeux. Nous sommes loin d'un « monde plat » – pour reprendre l'expression de Thomas Friedman (*La Terre est plate*, Ed. Saint Simon, 2006) – où « tous les acteurs communiqueraient entre eux et profiteraient des bienfaits de l'information et de la communication », écrivent MM. Plihon et Mouhoud.

La deuxième idée reçue suggère que l'innovation financière serait partout et toujours au service de l'innovation. Si cette illusion semble avoir fait long feu – mais sait-on jamais? –, c'est qu'il y a une contradiction majeure entre le court-termisme des marchés financiers et le temps long de l'accumulation des connaissances, montrent les auteurs, exemples à l'appui.

Quand des logiques exclusivement comptables conduisent à un appauvrissement des connaissances, quand les luttes pour l'appropriation de la matière grise font rage et quand, entre argent et savoir, les « liaisons » deviennent « dangereuses », de nouvelles régulations sont nécessaires, plaident-ils. ■

Philippe Arnaud